

Rapport OMC : Les facteurs qui influenceront la mondialisation dans le futur

13 septembre 2013

Dans son *Rapport annuel sur le commerce mondial*, l'OMC examine **les facteurs économiques, politiques et sociaux qui influenceront le commerce mondial dans les années à venir** et feront émerger de nouveaux défis pour la gouvernance multilatérale du commerce.

Les transformations qu'a connues le commerce mondial ces dernières années se sont principalement manifestées par l'entrée en jeu des pays émergents, l'essor de la production dans le cadre des chaînes d'approvisionnement globales, la montée de nouvelles formes de régionalisme et la croissance du commerce des services. Ces tendances devraient se poursuivre, mais plusieurs facteurs pourraient venir les bousculer.

Les **matières premières** constituent l'un des principaux facteurs d'incertitude pour l'avenir. La rareté croissante de l'eau, dans une grande partie du monde en développement, pourrait stopper ou même inverser la tendance à la baisse de la part des produits alimentaires et agricoles dans le commerce international. Des régions telles que l'Asie du Sud, le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord ou certaines régions de Chine seraient contraintes d'augmenter leurs importations de produits alimentaires.

Les **nouvelles sources d'énergie** devraient bouleverser les courants mondiaux actuels, mais n'empêcheraient pas à long terme le coût de l'énergie d'augmenter. Malgré cela, l'OMC considère que le coût du transport de marchandises pourrait diminuer, notamment en raison de l'amélioration des infrastructures de transport, de l'introduction de plus de concurrence dans ce secteur et de la simplification des procédures administratives aux frontières. Par ailleurs, les flux d'investissement pourraient voir augmenter la participation du continent africain au commerce mondial.

Les **préoccupations sociales et environnementales croissantes** pourraient constituer un facteur de transformation du cadre des échanges. Les politiques commerciales seront de plus en plus questionnées quant à leur capacité à générer de l'emploi. Plusieurs pays émergents seront confrontés au double défi d'employer une population rurale en forte augmentation, tout en créant des activités à plus forte valeur ajoutée que l'agriculture.

En matière environnementale, l'OMC anticipe une mosaïque de politiques non coordonnées, ce qui pourrait être néfaste globalement. Le rapport soulève le risque du mélange d'objectifs environnementaux et protectionnistes, comme les taxes carbone aux frontières qui, d'après l'OMC, sont un mauvais substitut à la coopération internationale en matière de changement climatique.

Concernant l'agriculture, enfin, le rapport reconnaît que « les disciplines actuelles de l'OMC relatives au commerce des produits agricoles ont été élaborées à une époque d'excédents et de baisse des prix. Il s'agissait avant tout de mettre de l'ordre dans les politiques agricoles intérieures des pays industriels. La dernière décennie, au contraire, a été marquée par une demande croissante et par la hausse des prix réels de nombreux produits agricoles ».

Ces tendances posent de nouveaux défis et objectifs à l'OMC : « multilatéraliser » les gains acquis dans les accords régionaux, inclure dans le champ de l'OMC les questions liées à l'investissement et à la concurrence, travailler à la convergence réglementaire entre pays, aboutir à une distinction plus fine entre les mesures légitimes et les mesures protectionnistes, et enfin améliorer la gouvernance interne de l'OMC ainsi que la

relation aux autres organismes internationaux.

Alexandre Martin, Centre d'études et de prospective

Source : [OMC](#)